

## ARRESTATION D'UNE VINGTAINE D'ETUDIANTS A L'ITFC

## Bastonnades et répression durant la nuit

**C'est une nuit d'horreur qu'ont vécue les étudiants de l'Institut de sciences politiques et de l'information (ex-ITFC). Interpellations, bastonnades, arrestations ont été le lot de ceux qui ont voulu organiser un sit-in durant la nuit de lundi à mardi dans l'enceinte de l'institut. 21 étudiants ont été arrêtés par les éléments de la sécurité. Hier, les universitaires n'ont pas fléchi. Mieux, ils restent déterminés à poursuivre leur mouvement de protestation pour la libération de leurs camarades. Retour sur cette nuit d'épouvante.**

La faculté des sciences politiques et de l'information était hier fermée. Un important dispositif sécuritaire interdisait l'accès sauf pour les résidentes et quelques étudiants. Les cours ont été suspendus et l'administration a clos ses portes. Ce haut lieu du savoir, à quelques mètres du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, était tout bonnement barricadé.

La tension était à son paroxysme. A tout moment, la situation pouvait dégénérer...

"C'est notre administration qui a voulu qu'on en arrive à cette situation", s'écrit une étudiante en journalisme. "Nous voulions occuper pacifiquement l'institut et faire un sit-in durant la nuit pour exiger la libération de notre camarade. Chose qui nous a été interdite d'une façon des plus mus-

clés", a-t-elle souligné. Tout a commencé après l'arrestation de Hamitouche Merzouk, étudiant en 3<sup>e</sup> année de sciences politiques, le 13 décembre à l'entrée de la faculté.

Sous mandat de dépôt, il est incarcéré à la prison d'El-Harrach. Des poursuites judiciaires ont été lancées également contre cinq autres étudiants.

Une plainte a été déposée contre X par le directeur de la cité universitaire de Ben-Aknoun pour "destruction de biens publics". "Hamitouche avait revendiqué l'amélioration des conditions d'hébergement, de restauration et autres points liés à la vie estudiantine.

Et pour cela, il se retrouve en prison", nous a déclaré N. O., étudiant en journalisme. "Après la nuit d'hier, il n'y a que 6 étudiants, mais près de 30 étudiants qui sont arrêtés", a déclaré le chargé de communication du "collectif des étudiants autonomes".

Depuis l'arrestation de Hamitouche, le collectif a organisé plusieurs actions de protestation pour exiger sa libération et l'arrêt

des poursuites contre les cinq autres. Depuis le 13 décembre, des marches sont organisées quotidiennement à l'intérieur de l'institut et les cours sont suspendus. Amine, membre du collectif, nous a fait part de l'investissement par les forces de sécurité de la faculté le 15 décembre dernier.

"Les forces de l'ordre sont intervenues brutalement pour nous évacuer alors que nous protestions pacifiquement", nous déclare Amine. "Les policiers ont violé les franchises universitaires avec le quitus du doyen", s'est insurgé Farid, membre du collectif. Cette fois-ci le bilan est lourd.

Deux étudiants ont été gravement blessés. Elles ont été transférées à l'hôpital de Birtraria, puis au commissariat.

21 étudiants ont été également arrêtés. "Nous étions près d'une soixantaine à tenir ce sit-in calmement et dans une parfaite organisation. Nous nous sommes rendus compte trop tard de la présence des policiers.

Chacun a essayé de s'enfuir comme il le pou-

vait, en sautant par-dessus le mur de la faculté vers l'INPS ou en bravant la pluie des matraques", a témoigné un étudiant présent lors des faits relayé par une étudiante : "Le pire est que les policiers ne faisaient pas la différence entre filles et garçons. Celles qui tentaient de s'enfuir vers la cité universitaire de jeunes filles Djillali-Liabès n'étaient pas épargnées. Quand nous avons sollicité le directeur de la cité, il nous a déclaré, que ce n'était pas sa responsabilité et a laissé faire."

### Le doyen : "J'ai signé l'autorisation pour la police"

Interrogé, le doyen de la faculté, M. Ahmed Hamdi, confirmera la version des étudiants. "J'ai effectivement signé l'autorisation pour que les services de sécurité pour qu'ils investissent et entrent au sein de l'institut pour faire sortir les contestataires." Pour argumenter, il ajoutera : "Je ne pouvais prendre la responsabilité de laisser des étudiants et des étrangers passer la nuit à l'intérieur

de l'institut. Je ne pouvais prévoir ce qui aurait pu se produire".

A la question de savoir si des mesures seront prises pour apaiser la situation, M. Ahmed Hamdi dira : "Je souhaite que tout rentre dans l'ordre." Sans donner plus de détails. Il soulignera, toutefois, que le recteur de l'université a été informé. Quant à l'arrestation de Hamitouche, le doyen de la faculté soutiendra qu'elle ne concerne nullement son institut puisque "l'étudiant en question a été arrêté à l'extérieur du campus".

A noter par ailleurs, qu'après l'arrestation de 21 étudiants, plusieurs facultés ont entamé des actions de solidarité. Les cours dans les facultés de Bouzaréah, Béné-Messous, Boumerdès, l'INPS, les universités de Tizi-Ouzou et de Béjaïa ont été perturbés et certains carrément annulés.

Devant le risque de pourrissement qui guette les établissements universitaires, le ministère de l'Enseignement supérieur n'est toujours "pas au courant".

Meriem Ouyahia

## LYCÉE MOHAMED-BOUDIAF D'EL-MADANIA

### Grève de la faim collective à l'Académie d'Alger

L'affaire des cinq adjoints de l'éducation du lycée Mohamed-Boudiaf d'El-Madania mutés dans d'autres établissements pour avoir participé à un mouvement de protestation selon le rapport de leur chef d'établissement ne cesse de défrayer la chronique.

Ainsi, après moult réclamations adressées à l'Académie d'Alger, les adjoints d'éducation de cet établissement qui, dans un communiqué transmis à la rédaction estiment que c'est suite au refus de l'inspecteur de l'Académie d'Alger de prendre au sérieux leurs doléances et de croire aux différents témoignages par écrit de leurs collègues grévistes et non grévistes lors de la grève déclenchée par le Conseil des lycées d'Alger (CLA), qu'ils ont décidé de passer à l'action en observant une grève de la faim illimitée, et ce, jusqu'à leur réintégration.

Par ailleurs, le même communiqué précise que cette action à laquelle prendront part à titre de solidarité plusieurs enseignants du secondaire aura lieu la semaine prochaine devant le siège de l'Académie d'Alger. "Après avoir constaté que l'inspection de l'académie d'Alger persiste dans sa décision, à savoir la mutation obligatoire, nous avons décidé d'interpeller M. le ministre de l'Education nationale, mais malheureusement aucune suite ne nous a été réservée de sa part.

Chose qui nous a poussés à procéder à cette grève de la faim", lit-on dans le communiqué. Du côté de l'Académie, on nous affirme qu'ils ont été mutés dans des établissements proches de leurs établissements afin d'éviter que la situation ne pourrisse davantage, mais ces derniers, au lieu de rejoindre leurs établissements, ils continuent à faire la sourde oreille. Pour rappel, les cinq adjoints d'éducation dont quatre femmes qui n'ont toujours pas rejoint leurs nouveaux établissements verront leur salaire suspendu à la fin du mois en cours, apprend-on d'une source de l'Inspection académique d'Alger.

Du côté de l'Académie, on affirme qu'avant tout dialogue, les contestataires doivent régulariser leur situation administrative, et ce, en rejoignant leur poste.

M. D.

## TIZI-OUZOU

### Colère et mobilisation sur le campus de Hasnaoua

**Le campus de Hasnaoua (université de Tizi-Ouzou) a renoué avec la contestation, hier, à l'occasion de la journée de protestation initiée par les comités autonomes des étudiants représentant les différentes cités et facultés de l'UTO.**

S. Ait-Mebarek - Tizi-Ouzou (Le Soir) - De l'extérieur, des banderoles accrochées de part et d'autre du grand portail donnant accès au campus de Hasnaoua renseignent sur les motivations de la grève des étudiants.

"Halte à la répression", "Pour la libération de nos camarades", "Non à vos brigades de police dans nos universités" sont autant de slogans auxquels faisaient écho, en les expliquant, les délégués des comités autonomes qui se sont succédé au micro, devant plus d'un millier de leurs camarades rassemblés devant la grande bibliothèque de

Hasnaoua. On l'aura donc compris, la très forte mobilisation des étudiants fait suite à l'interpellation, la veille, lors d'un rassemblement à la Faculté des sciences politiques et de l'information de Ben-Aknoun, en solidarité avec l'étudiant, M. Hamitouche, en détention, et de plusieurs étudiants dont quatre de l'université de Tizi-Ouzou.

Les étudiants étaient très remontés contre les procédés utilisés par les services de sécurité qui, tiennent-ils à témoigner, ont pénétré dans le campus pour procéder à l'interpellation de leurs camarades.

Les étudiants qui ont prolongé leur sit-in sur le campus, par l'occupation de la voie publique en empêchant la circulation automobile, pendant près d'une heure sur l'axe faisant face au campus, veulent donner plus de retentissement à leur exigence de la libération de tous les étudiants arrêtés. Ils ont dénoncé l'instru-

mentalisation de la justice pour étouffer les libertés syndicales et les forces revendicatives au sein de l'université. "La menace de la normalisation qui

visait la société, plane aussi sur l'université", commente Lyès, membre des comités autonomes de l'UTO.

S. A. M.

### POUR DENONCER LA REPRESSION QUI S'ABAT SUR LEURS CAMARADES

## Les étudiants de Boumerdès organisent une marche

Dénonçant la répression qui s'abat sur des étudiants de plusieurs campus de l'ouest du pays, ceux de l'université M'Hamed-Bouguerra de Boumerdès ont organisé une marche de protestation.

Portant une banderole sur laquelle est écrit "Libérez les étudiants, jugez les assassins !" les marcheurs sont partis de l'ex-INH au campus nord pour rejoindre le campus sud (ex-INIL) en scandant d'autres slogans pour stigmatiser les autorités. "Etudiants en danger ! Rana mahgourine", pouvait-on entendre de la foule.

Cette marche encadrée par des policiers s'est déroulée sans incident notable.

A noter par ailleurs qu'un détachement d'éléments anti-émeute a été dépêché au niveau de la ville mais contenu assez loin de l'itinéraire de cette marche.

Abachi L.